

Compte rendu

Ouvrage recensé :

Dandurand, P. (dir.) (1993). *Enjeux actuels de la formation professionnelle*. Québec : Institut québécois de recherche sur la culture.

par Bruce Curtis

Revue des sciences de l'éducation, vol. 20, n° 2, 1994, p. 395-397.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/031722ar>

DOI: 10.7202/031722ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

Dandurand, P. (dir.) (1993). *Enjeux actuels de la formation professionnelle*. Québec: Institut québécois de recherche sur la culture.

Les huit essais de cet ouvrage collectif proposent des analyses de quelques-uns des principaux enjeux du champ de la formation professionnelle au Québec, surtout depuis les années quatre-vingt. La collection commence par un examen en profondeur de ce champ d'étude, nous offrant d'abord un bilan, en quatre essais, de l'état des politiques et des pratiques de la formation professionnelle dans les institutions du système éducatif – au secondaire (à l'échelle provinciale et en rapport avec le sort des jeunes dits «faiblement scolarisés»), au cégep, et à l'université –, suivis de quatre autres essais discutant diverses dimensions des politiques gouvernementales de formation. Ces derniers parcourent un terrain particulièrement étendu, allant d'un exposé des pratiques de formation dans des secteurs économiques d'appoint à une tentative de diagnostiquer la politique de formation requise pour encourager une économie québécoise de haut de gamme, pour en arriver à deux critiques plus ou moins poussées de projets de société impliqués dans les politiques récentes des gouvernements du Québec et au Canada.

La lecture de ces essais nous semble doublement instructive. D'abord, elle nous révèle plusieurs dimensions du contexte historique et des renseignements de base concernant les enjeux de la formation. Plusieurs participants à l'ouvrage abordent la déconstruction de certains concepts clés du champ et nous mettent en garde, par exemple, contre des interprétations simplistes des finalités de la «formation sur mesure». Nous avons particulièrement apprécié l'article de Doray et Rochon à cet égard, article qui souligne l'émergence d'un degré croissant d'autonomisation dans le mandat de certains cégeps face à la formation professionnelle. Ensuite, le manque de cohérence des perspectives employées dans les essais reflète bien l'état théorique et politique du champ d'étude.

Osant manquer de nuances, nous soulignons la présence de deux grandes tendances opposées. La première, prédominante, semble accepter sans grande hésitation l'interprétation, autrement connue comme la théorie du capital humain, selon laquelle la classe laborieuse serait composée de «ressources humaines» dont la reconfiguration personnelle pourrait entraîner la compétitivité des entreprises capitalistes. Pas question ici de crise structurelle de l'économie capitaliste, incapable de fournir des emplois d'aucune espèce à une minorité grandissante de la population; on examine ce qui arrive surtout dans les industries de haute technologie et on sous-entend que toutes les industries pourraient ou devraient faire de même. Pas question non plus (du moins pas sérieusement) de critiquer les significations des supposées «qualités» du travailleur bien formé. Ces qualités sont traitées comme des atouts, des bénéfices. Dans la «polyvalence», il n'y a pas de «je ferai n'importe quoi pour garder mon emploi»; pas de «je sais de quel côté mon pain est beurré» dans la «connaissance», ni de «je ferai mon propre contremaître» dans la «responsabilité».

La deuxième tendance présentée dans l'ouvrage se remarque surtout dans l'essai de Deniger et Provost sur l'aide sociale, et (moins) dans celui de Paquet sur la politique fédérale-provinciale en matière d'éducation des adultes. La crise fiscale de l'État, la crise structurelle de l'économie capitaliste et la portée des politiques sociales néo-conservatrices, politiques qui accusent les chômeurs et les assistés sociaux de mériter leur propre sort vu leurs déficiences personnelles, viennent à l'avant-plan. Heureuses les économies réalisées par l'État en enlevant les bénéfices que ne méritent plus les chômeurs et les assistés sociaux. Les politiques de la formation et de l'aide sociale contribuent à miner les solidarités sociales, à accentuer les divisions entre classes sociales, à stigmatiser les moins puissants, sans confronter les causes structurelles du manque d'emploi.

Les deux tendances identifiées nous semblent fondamentalement incompatibles, mais leur présence dans un même volume va peut-être donner matière à réflexion au lecteur. Nous remarquons que le directeur de l'ouvrage, Pierre Dandurand, qui emploie dans l'introduction plusieurs références aux «ressources humaines», utilise une partie de la conclusion pour pointer les dangers de la «dualisation» de la

société québécoise, signe d'espoir, à notre avis, même si dans une société dite «post fordiste» le discours savant hésite à employer le MOT-C [classes!].

Bruce Curtis
Université Wilfrid Laurier

* * *